

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Je vais vous parler de Diefenbaker bientôt.

M. Mulroney: Le chef de l'opposition va me parler de Diefenbaker bientôt, et moi je vais vous parler de Mackenzie King, et puis après..

M. Chrétien: Parlez-nous des chômeurs, monsieur le premier ministre.

M. Mulroney: Parlez-moi de M. Diefenbaker, ça va. Mais de grâce ne me parlez pas des taux d'intérêt!

[Traduction]

M. Chrétien: Brian, vous êtes comme les Blue Jays hier. Non comme les Expos.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai aussi une question pour le premier ministre.

Aujourd'hui, le Conference Board a indiqué, dans ses prévisions, qu'il s'attendait à ce que le taux d'inflation atteigne 5,7 p. 100 cette année alors qu'il était de 4,8 p. 100 l'an dernier. Si le premier ministre est préoccupé par l'inflation, pourquoi lui et son gouvernement appliquent-ils des politiques qui, selon le Conference Board, aggravent l'inflation plutôt que de l'atténuer?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, personne n'a déclaré ce que mon collègue vient de laisser entendre. Ce que le gouvernement a reconnu, lorsqu'il a mis en place la TPS, c'est que le taux d'inflation augmenterait et que, malgré cela, nous essaierions de susciter une reprise de la croissance économique dans un climat non inflationniste au cours de la seconde moitié de l'année.

Nous convenons que le taux d'inflation est encore trop élevé à 5 ou 6 p. 100. Mon collègue en conviendra certainement puisqu'il a été membre d'un gouvernement qui a vu l'inflation passer à 13 p. 100. Nous la limitons à 6,5, à 5 ou à 5,5 p. 100. Je crois que nous mériterions quelques mots de félicitations de mon collègue.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, les quelque 1,5 million de travailleurs qui se trouvent en chômage à cause des mesures prises par le gouvernement n'ont certes pas de félicitations à adresser au premier ministre.

Le taux de chômage est élevé, la valeur du dollar est trop forte et, malgré ce qu'en pense le premier ministre, notre taux d'intérêt est encore trop élevé. Tout cela ne prouve-t-il pas que le gouvernement vient de déposer un mauvais budget au mauvais moment? Pourquoi le premier ministre n'admet-il pas que son budget ne fait qu'aggraver notre situation économique au lieu de l'améliorer? Pourquoi le gouvernement ne présente-t-il pas de nouvelles mesures et un nouveau budget pour créer des emplois et relancer immédiatement notre économie? Pourquoi ne pas prodiguer cet encouragement aux quelque 1,5 million de travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause du gouvernement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ces dernières semaines, le FMI et l'OCDE, ainsi que d'autres organismes y compris la Banque mondiale, ont fait savoir qu'ils approuvaient les mesures prises par le gouvernement du Canada.

Si mon collègue peut nous suggérer des solutions de rechange aux initiatives prises par le gouvernement du Canada, nous serions heureux de les entendre, à moins que ce ne soit la sempiternelle recommandation des Libéraux, qui veulent que nous dépensions plus d'argent et que nous taxions non seulement nos enfants, mais aussi nos petits-enfants. Jamais nous ne suivrons ce conseil des Libéraux.

Je partage les inquiétudes de mon collègue au sujet du taux de chômage. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, environ 1,6 million de nouveaux emplois ont été créés en cinq ans et demi, 87 p. 100 étaient des emplois à plein temps et environ 65 p. 100 de ces emplois sont allés à des femmes. C'est pas mal à mon avis.

Quand la récession prendra fin à l'été et à l'automne, notre gouvernement espère que les Canadiens continueront de créer autant d'emplois. Comme je l'ai mentionné à mon collègue, le nombre d'emplois créés au cours de nos cinq premières années au pouvoir a classé le Canada au deuxième rang des pays de l'OCDE à cet égard. Une magnifique réussite que les Canadiens peuvent répéter.

* * *

LES RÉFUGIÉS

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.